



CONVENTION N° 2017_08343

**ENTRE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE
ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE
POUR L'EXPERIMENTATION DATA CENTER SOUTERRAIN**

ENTRE

RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE

Représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur Bruno RETAILLEAU,
Dûment habilité à signer la présente convention par la délibération de la Commission Permanente du Conseil
régional en date du 29 septembre 2017,
Ci-dessous dénommée "la Région"

d'une part,

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE

11 rue du Maréchal Leclerc 49400 Saumur

Représentée par son Président, Monsieur Jean-Michel MARCHAND, dûment habilité à signer la présente
convention,
Ci-dessous dénommée "le bénéficiaire"

d'autre part,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1611- 4 et L4221-1 et suivants,
- VU** l'arrêté DIRECCTE/2017/27 du Préfet de région en date du 24 février 2017 portant approbation du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation de la région des Pays de la Loire,
- VU** le règlement financier de la Région des Pays de la Loire,
- VU** la délibération du Conseil régional modifiée du 18 décembre 2015 donnant délégation à la Commission permanente,
- VU** la délibération du Conseil régional en date des 14, 15 et 16 décembre 2016 approuvant le Budget Primitif 2017,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil régional en date du 29 septembre 2017 approuvant la présente convention relative à la subvention accordée à la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire pour la réalisation du pilotage opérationnel, de la coordination, de la communication et du suivi du prototype Data Center en milieu souterrain jusqu'au livrable de l'étude de marché, économique et juridique prévu en phase 2 du projet, en vue de l'éventuelle phase 3 de déploiement économique et technique en vraie grandeur
- VU** la décision du bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire en date du 28 septembre 2017 approuvant la convention relative à la subvention accordée à la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire pour l'expérimentation d'un DATA CENTER souterrain

Entre les parties, il est convenu les dispositions suivantes :

Préambule

En 2012, un état des lieux exhaustif du Monde souterrain en Saumurois (Réalité physique, acteurs, activités économiques, enjeux et perspectives) a débouché sur la conviction que le Monde souterrain pouvait être un vecteur fort de développement économique du territoire, par son potentiel foncier, ses caractéristiques thermiques et énergétiques, ainsi que le potentiel touristique de la thématique souterraine, jusqu'ici faiblement exploitée.

En effet, la construction d'un Data Center et son besoin de refroidissement durant son fonctionnement sont très énergivores. Cela impacte le coût de structure, le coût de fonctionnement, donc l'efficacité de ces infrastructures spécifiques et sensibles.

Les expérimentations menées dans les caves saumuroises (phases 1 et 2) ont démontré la capacité de dissipation thermique et la stabilité des infrastructures en milieu souterrain. Les expérimentations menées au cours de la phase 1 du projet « datacenter » ont permis de confirmer son potentiel, notamment par la possibilité de développer des datacenter se passant totalement de système de climatisation engendrant des gains économiques et financiers. En 2014, un site expérimental a été défini (sis sur commune Saint-Cyr-en-bourg), autour duquel des études de faisabilité technique ont été réalisées. Un contrat de consortium d'acteurs a été monté avec des acteurs des TIC (ENIA architectes, CELESTE, CRITICAL Building, Elioth, SIGMA et la Caisse des Dépôts et Consignations).

En 2015-2016, la phase 2 du projet a eu pour objectif le développement d'un prototype, par l'installation d'un mini-datacenter modulaire en cave et notamment définir les modèles économiques et juridiques d'un futur datacenter souterrain en le comparant à ceux d'un modèle de datacenter traditionnel. Ces actions ont été confiées jusqu'au 30 juin 2017 à la Société Publique Régionale de l'Abbaye de Fontevraud dans le cadre d'une convention régionale.

La vacance de pilotage au 30 mars 2017 a amené le Consortium industriel à proposer à la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire la reprise du pilotage, des opérations de coordination, d'ingénierie projet et de communication relative au Data Center souterrain. Ce pilotage sera assuré via le recrutement d'une chargée de mission. La Région est sollicitée pour participer au financement de ce recrutement.

Article 1 - Objet de la convention

- 1.1 La Région a décidé de subventionner, selon les conditions établies dans la présente convention et dans ses annexes, que le bénéficiaire déclare connaître et accepter le programme tel que présenté en annexe 1.
- 1.2 Le bénéficiaire en acceptant la subvention s'engage à réaliser l'action définie au paragraphe 1.1. ci-dessus sous sa propre responsabilité et en mettant en œuvre tous les moyens à sa disposition.
- 1.3 La description détaillée de l'action figurant en annexe 1 fait partie intégrante de la présente convention.

Article 2 - Montant de la participation financière de la Région

- 2.1 Le plan de financement prévisionnel de l'action est détaillé en annexe 2 et fait partie intégrante de la présente convention.
- 2.2 Au vu du budget prévisionnel de l'opération et des comptes présentés par le bénéficiaire, la Région s'engage à verser une subvention correspondant à 50% des charges de personnel dédiées à cette opération sur deux mois, soit un montant de 4 600 € sur la base d'une dépense éligible de 9 200 € TTC.

Article 3 - Conditions d'utilisation de la subvention

- 3.1 Le bénéficiaire s'engage à utiliser la subvention pour la seule réalisation des objectifs et des activités tels que définis dans la présente convention.

- 3.2 Il s'engage à ne pas employer tout ou partie de la subvention reçue de la Région, en subventions à d'autres associations, sociétés, organismes ou œuvres et à ce que la subvention ne puisse en aucun cas donner lieu à profit.
- 3.3 Il est seul responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'action.

Article 4 – Communication

- 4.1 Le bénéficiaire s'engage à valoriser les soutiens de la Région dans ses supports de communication et sur toutes opérations de presse et relations publiques. Cela inclut à minima :
- La présence du logo sur les supports de communication – affiches, plaquettes, programmes, site internet, vidéo, avec validation préalable de tous les supports par la Direction de la Communication de la Région ;
 - Le cas échéant, l'insertion dans les supports de communication d'éditos ou verbatim du Président du Conseil régional ou de son représentant, sous forme écrite ou vidéo ;
 - La participation du Président du Conseil régional ou de son représentant aux opérations de relations presse – conférences de presse, point presse –, sur la base d'un calendrier défini en amont ;
 - La mise à disposition d'invitations – dont le nombre sera à déterminer en fonction de l'évènement – dans le cas de manifestations payantes ou privatives.
- 4.2 Dans le cadre de manifestations culturelles, sportives ou économiques, le bénéficiaire s'oblige à mettre en place de la signalétique « Région » sur le lieu de la manifestation – selon un format et un nombre de supports à déterminer avec les services de la Région.
En outre, dans le cadre de manifestations incluant salons ou expositions, le bénéficiaire devra, à la demande de la Région, mettre à disposition un espace d'exposition dont la taille, l'emplacement et les caractéristiques techniques – aménagement, accès aux fluides, etc. – seront à déterminer avec les services de la Région, et ce à titre gratuit.
- 4.3 La Région devra être informée par le bénéficiaire de l'aide, de toute initiative médiatique ayant trait aux opérations mentionnées – inauguration, pose de première pierre, visite de chantier ainsi que toute présentation du projet ou de sa réalisation à la presse, etc. – prises en application des points 1 et 2 de l'article 4. Cette obligation d'information prendra obligatoirement la forme d'un courrier officiel adressé, dans un délai raisonnable, au Président du Conseil régional, l'invitant à participer aux opérations médiatiques initiées par le bénéficiaire de l'aide régionale.

Article 5 – Modalités de versement

- 5.1 La subvention est versée au bénéficiaire par la Région comme suit :
- 50% à la signature de la présente convention par les parties, soit 2 300 €,
 - le solde, sur présentation d'un bilan financier, conforme au modèle communiqué par les services de la Région et afférent à l'exercice au titre duquel a été consentie l'aide. Ce bilan devra en outre revêtir le visa de l'autorité compétente, en l'occurrence celle du comptable public assignataire pour les bénéficiaires publics, ou celle du représentant légal pour les organismes privés.
- 5.2 Les paiements dus par la Région sont effectués sur le compte bancaire du bénéficiaire.

Article 6 – Modalités de contrôle de l'utilisation de la subvention

- 6.1 La Région peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle juge utiles, directement ou par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du respect des engagements par le bénéficiaire.
La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place, qui consiste en un examen de l'ensemble des pièces justificatives en lien avec l'article 1.1.
- 6.2 Le bénéficiaire s'engage, pour l'exécution de l'article précédent, à donner au personnel de la Région ainsi qu'aux personnes mandatées par elle un droit d'accès approprié aux sites, locaux ou siège de l'organisme bénéficiaire.

- 6.3 Il s'engage à fournir à la Région une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.
- 6.4 Il accepte que la Région puisse contrôler l'utilisation qui a été faite de la subvention pendant toute la durée de la convention ainsi que pendant une période de 4 ans à compter du paiement du solde de la subvention par la Région.

Article 7 – Durée de la convention

- 7.1 La convention prend effet à la date de sa signature par les deux parties, pour une durée d'un an.
- 7.2 Le bénéficiaire s'engage toutefois, aux fins de contrôle, à conserver toutes les pièces justificatives des dépenses effectuées dans le cadre de la présente convention pendant une durée de 4 ans, à compter du paiement du solde de la subvention par la Région.

Article 8 – Modification de la convention

Toute modification des termes de la présente convention, y compris de ses annexes, doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

Article 9 – Résiliation de la convention

En cas de non-respect des obligations contractuelles résultant de la présente convention, la Région se réserve le droit, après mise en demeure notifiée par lettre recommandée à l'autre signataire restée infructueuse pendant 30 jours, de résilier la présente convention.

Article 10 – Modalités de remboursement de la subvention

En cas de non-respect des obligations contractuelles, la Région se réserve le droit de demander sous forme de titre exécutoire ou de déclaration de créance, le remboursement total ou partiel des sommes versées.

Article 11 – Litiges

- 11.1 En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable.
- 11.2 En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du Tribunal Administratif compétent.

Article 12 – Evaluation

L'évaluation sera réalisée à partir du bilan technique et financier intermédiaire transmis par l'ISEMAR, puis d'une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité (rapport d'activités final de l'année écoulée notamment).

Article 13 – Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles régissant la convention sont :

- la présente convention,
- les annexes 1 et 2 : annexes technique et financière,

Fait à Nantes, le

En 2 exemplaires originaux

Pour Communauté d'agglomération Saumur val de Loire
Le Président,

Pour la Région des Pays de la Loire
Le Président du Conseil régional

Jean-Michel MARCHAND

Bruno RETAILLEAU

ANNEXE 1 :

Projet Data Center Saumurois

Contexte et perspective

En 2012, un état des lieux exhaustif du Monde souterrain en Saumurois (Réalité physique, acteurs, activités économiques, enjeux et perspectives) a débouché sur la conviction que le Monde souterrain pouvait être un vecteur fort de développement économique du territoire, par son potentiel foncier, ses caractéristiques thermiques et énergétiques, ainsi que le potentiel touristique de la thématique souterraine, jusqu'ici faiblement exploitée.

En effet, la construction d'un Data Center et son besoin de refroidissement durant son fonctionnement sont très énergivores. Cela impacte le coût de structure, le coût de fonctionnement, donc l'efficacité de ces infrastructures spécifiques et sensibles.

Les expérimentations menées dans les caves saumuroises (phases 1 et 2) ont démontré la capacité de dissipation thermique et la stabilité des infrastructures en milieu souterrain. Les expérimentations menées au cours de la phase 1 du projet « datacenter » ont permis de confirmer son potentiel, notamment par la possibilité de développer des datacenter se passant totalement de système de climatisation engendrant des gains économiques et financiers. En 2014, un site expérimental a été défini (sis sur commune Saint-Cyr-en-bourg), autour duquel des études de faisabilité technique ont été réalisées. Un contrat de consortium d'acteurs a été monté avec des acteurs des TIC (ENIA architectes, CELESTE, CRITICAL Building, Elioth, SIGMA et la Caisse des Dépôts et Consignations).

En 2015-2016, la phase 2 du projet a eu pour objectif le développement d'un prototype, par l'installation d'un mini-datacenter modulaire en cave et notamment définir les modèles économiques et juridiques d'un futur datacenter souterrain en le comparant à ceux d'un modèle de datacenter traditionnel. Ces actions ont été confiées jusqu'au 30 juin 2017 à la Société Publique Régionale de l'Abbaye de Fontevraud dans le cadre d'une convention régionale.

Le départ du coordinateur projet PRI Monde souterrain a entraîné une vacance de pilotage qui, aux dires des membres du consortium, n'a pas été surmontée spontanément par les membres industriels eux-mêmes. Des études restent à livrer pour statuer sur la pertinence économique du développement de cette solution.

Cette vacance de pilotage au 30 mars 2017 a amené le Consortium industriel à proposer à la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire la reprise du pilotage, des opérations de coordination, d'ingénierie projet et de communication relative au Data Center souterrain. Ce pilotage sera assuré via le recrutement d'une chargée de mission.

Objectif de la convention

Reprise du pilotage, des opérations de coordination, d'ingénierie projet et de communication

- Opération de coordination et ingénierie projet,
- Réception et exploitation des études économique et juridique d'un futur Data Center en milieu souterrain
- Opérations de communication vers les acteurs économiques de la filière numérique et la société civile

Les parties prenantes, au premier chef desquelles les entreprises, se sont accordées sur le maintien du prototype en place jusqu'en décembre 2017. Ce délai permet d'intensifier la communication de prospection économique, d'exploiter les résultats des études à réception, d'arrêter l'éventuelle décision de développement.

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL

Budget prévisionnel Juin-Juillet 2017 - TTC

Dépenses éligibles		Ressources	
Personnel	9 200	Région Pays de la Loire	4 600
Dépenses non éligibles			
Communication	2 000	CA SVL	6 600
Total	11 200	Total	11 200

Ce prévisionnel sera actualisé en fonction des conclusions de la phase 2.